

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY
SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33
Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale de La Balme De Sillingy

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale Villeneuve de La Balme De Sillingy

Siège social : 6 Route de La Catie – 74330 LA BALME DE SILLINGY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale de La Balme De Sillingy relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 5 mai 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tél : 04 37 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 134	8 134		
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 983	1 983		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	83 002	44 240	38 762	39 358
Constructions	3 426 037	2 238 218	1 187 819	1 095 308
Installations techniques, matériel et outillage industriels	49 368	49 368		
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	232 591	218 034	14 557	11 371
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 613		3 613	3 613
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 083		2 083	2 083
TOTAL I	3 806 812	2 559 977	1 246 835	1 151 732
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	2 482		2 482	2 783
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	137 605	49 740	87 865	194 154
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	283 554		283 554	333 940
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 198		1 198	4 557
Charges constatées d'avance	2 999		2 999	3 710
TOTAL II	427 838	49 740	378 098	539 143
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	4 234 650	2 609 717	1 624 933	1 690 875

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	36 780	36 780
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	(293 711)	(341 362)
Excédent ou déficit de l'exercice	(37 013)	47 650
Situation nette (sous total)	(293 944)	(256 931)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	617 119	654 200
Provisions réglementées		
TOTAL I	323 174	397 269
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	17 323	27 954
TOTAL III	17 323	27 954
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	658 921	692 134
Emprunts et dettes financières diverses	352 300	252 300
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 492	76 783
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	89 025	131 891
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	51 994	92 641
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	30 703	19 903
TOTAL IV	1 284 436	1 265 652
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	1 624 933	1 690 875

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	18 500	13 500
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	667 603	698 042
dont parrainages	80 806	74 721
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	561 660	489 809
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		213
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 207	34 914
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	36 396	2 025
TOTAL I	1 320 366	1 238 502
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	429 924	391 670
Aides financières	3 986	570
Impôts, taxes et versements assimilés	19 083	19 176
Salaires et traitements	627 092	645 698
Charges sociales	209 644	214 410
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	85 814	112 213
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	777	23 489
TOTAL II	1 376 319	1 407 225
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(55 953)	(168 723)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	112	
Autres intérêts et produits assimilés	980	628
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 092	628
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	20 672	15 333
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	20 672	15 333
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(19 580)	(14 705)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(75 533)	(183 428)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 455	191 566
Sur opérations en capital	47 055	41 377
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	62 510	232 943
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	23 980	1 850
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	23 980	1 850
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	38 531	231 093
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	11	14
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 383 969	1 472 073
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 420 982	1 424 423
EXCEDENT OU DEFICIT	(37 013)	47 650
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR « LA CATIE » – LA BALME-DE-SILLINGY

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation « LA CATIE » LA BALME, est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 6 route de La Catie, 74330 LA-BALME-DE-SILLINGY.

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations de 4^{ème} et 3^{ème} de l'Enseignement Agricole, CAPA SAPVER, CAP AEPE, BAC Pro SAPAT, CAP Production et service en Restauration, D.E. d'Accompagnant Educatif et Social, Titre Assistante RH – secrétaire de Mairie, pour des jeunes et adultes, en formation de type « Initiale scolaire », ou alternants en Apprentissage ou Contrat de Professionnalisation, ainsi que stagiaires de la Formation Continue, et bénéficiaires de VAE.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 2 537 M², dont 1 070 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, équipées de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 17.98 équivalents temps pleins dont 13.10 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Haute-Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Afin d'améliorer ses financements courants, la MFR poursuit le recentrage de son activité autant que possible sur l'apprentissage, en limitant les Formations professionnelles, moins rémunératrices, et contient ses charges de personnels et intervenants extérieurs. Les travaux d'économies d'énergie entrepris depuis 2023 permettent de limiter les dépenses structurelles.

Le report de cotisations patronales consenti par la MSA en 2022 est en cours d'apurement.

Eu égard à ces mesures et à la possibilité d'accueil de davantage d'effectifs sur les prochaines rentrées scolaires, la situation de l'association en résultant à la date de l'arrêté des comptes permet de faire face aux échéances courantes.

L'association estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2024, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 31/03/2025 par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Néant.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Au titre de l'année 2024, la MFR constate des charges exceptionnelles à hauteur de 22 197 €, liées à des ajustements de valorisations de subventions d'investissement, au solde des positions comptables du CFA de la FR (dossiers 2020.2021.2022), et quelques abandons de créances de plus d'un an. D'autre part, la MFR constate 15 455 € d'ajustements de soldes de produits sur exercices antérieurs, sur les évaluations de financements des OPCO 2023.

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

Il n'y a pas de montants inscrits à ce titre dans les comptes de la classe 8 au pied du compte de résultat.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>10.00</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>7.98</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	36 780				36 780
Réserves					
Report à nouveau	(341 362)	47 650			(293 712)
Excédent ou déficit de l'exercice	47 650	(47 650)			0
Situation nette	(256 931)				(256 931)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	654 200		217 633	254 715	617 119
Provisions réglementées					
TOTAL	397 269		217 633	254 715	360 187

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionne ment	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR LA CATIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 03/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	27 954		10 631	17 323
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	27 954		10 631	17 323

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	53 508	349	4 117	49 740
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	53 508	349	4 117	49 740

TOTAL GÉNÉRAL	81 461	349	14 748	67 063
----------------------	---------------	------------	---------------	---------------

Immobilisations

MFR LA CATIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 03/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	8 134		
Autres immobilisations incorporelles	1 983		
TOTAL immobilisations incorporelles :	10 117		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	83 002		
Constructions sur sol propre	2 875 861		135 112
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	382 955		32 110
Installations techniques et outillage industriel	49 368		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	137 701		12 633
Emballages récupérables et divers	87 546		713
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	3 616 433		180 567
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	3 613		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 083		
TOTAL immobilisations financières :	5 696		
TOTAL GÉNÉRAL	3 632 246		180 567

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			8 134	
Autres immobilisations incorporelles			1 983	
TOTAL immobilisations incorporelles :			10 117	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			83 002	
Constructions sur sol propre			3 010 973	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			415 065	
Install. techn., matériel et out. industriels			49 368	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		4 645	145 689	
Emballages récupérables et divers		1 356	86 903	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		6 001	3 790 999	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			3 613	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			2 083	
TOTAL immobilisations financières :			5 696	
TOTAL GÉNÉRAL		6 001	3 806 812	

Amortissements

MFR LA CATIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 03/06/25
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	8 134			8 134
Autres immobilisations incorporelles	1 983			1 983
TOTAL immobilisations incorporelles :	10 117			10 117
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	43 644	596		44 240
Constructions sur sol propre	1 949 636	55 465		2 005 101
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	213 872	19 245		233 117
Installations techn. et outillage industriel	49 368			49 368
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	213 876	10 159	6 001	218 034
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 470 396	85 465	6 001	2 549 860
TOTAL GÉNÉRAL	2 480 514	85 465	6 001	2 559 977

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	596		
Constructions sur sol propre	55 465		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	19 245		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	10 159		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	85 465		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	85 465		

Produits à Recevoir

MFR LA CATIE

Période du	01/01/24	au	31/12/24
Edition du	03/06/25		
Devise d'édition	EURO		

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	223 486
Divers, produits à recevoir	45 660
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	269 146

Charges à Payer

MFR LA CATIE

Période du01/01/24 au 31/12/24

Edition du03/06/25

Devise d'éditionEURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 051
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 043
Dettes fiscales et sociales	2 234
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	1 441
Autres dettes	
TOTAL	20 769

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR LA CATIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 03/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	2 999	30 703
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	2 999	30 703

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR LA CATIE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 03/06/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 083	2 083	
TOTAL de l'actif immobilisé :	2 083	2 083	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	51 431	51 431	
Autres créances clients	72 702	72 702	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	102	102	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	199	199	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	223 986	223 986	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	45 660	45 660	
TOTAL de l'actif circulant :	394 080	394 080	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 999	2 999	

TOTAL GÉNÉRAL	399 161	399 161	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	533 672	181 343	352 329	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	99 308	99 308		
Personnel et comptes rattachés	1 386	1 386		
Sécurité sociale et autres organismes	81 485	81 485		
Impôts sur les bénéfices	11	11		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	7 449	7 449		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	352 300	352 300		
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	30 703	30 703		

TOTAL GÉNÉRAL	1 106 315	753 986	352 329	
----------------------	------------------	----------------	----------------	--